



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 10 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ERELIA PRODUCTION

215 RUE SAMUEL MORSE
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2025-483
Code AIOT : 0006606276

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 octobre 2025 dans l'établissement de la société ERELIA PRODUCTION, implanté LD SARRAT DEL BUIG & COLL DE LA MARGUE à OPOUL-PERILLOS (66600). L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERELIA PRODUCTION
- LD SARRAT DEL BUIG & COLL DE LA MARGUE 66600 OPOUL-PERILLOS
- Code AIOT : 0006606276
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une puissance totale de 10,5 MW) mis en service en 2003.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Compensation biodiversité	AP Complémentaire du 24/06/2015, article 5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Documents	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I	Susceptible de suites	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Susceptible de suites	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Susceptible de suites	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte la majorité des dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre quelques justificatifs concernant notamment les déchets et le bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <p>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Documents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-I</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traduction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de maintenance sont traduits en français. Le rapport de 2025 a été contrôlé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.
Constats : L'exploitant a fourni la déclaration de conformité à la norme IEC 61 400-24, établie par le fabricant de l'éolienne, la société VESTAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir le justificatif du téléversement dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité » des données du rapport de suivi de 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le justificatif du dépôt au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Lors de la visite, les éoliennes E01, E02 et E04 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- les panneaux abîmés avaient été remis en état,
- les numéros d'éoliennes ont été modifiés,
- les références à l'ancienne société d'exploitation, GDF SUEZ, ont été supprimées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni les justificatifs de la formation aux risques accidentels de son personnel et de celui de son sous-traitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
Constats : <p>L'exploitant avait prévu de réaliser un exercice en fin d'année mais le parc a été mis à l'arrêt début décembre pour démantèlement. Le registre est existant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs visités E01, E02 et E04 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. [...]
Constats : L'exploitant a fait réaliser les contrôles des installations électriques en octobre 2024. Le rapport de la turbine E03 a été contrôlé et fait état de 2 observations dont une déjà signalée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection des installations classées les justificatifs de la levée des observations mises en évidence dans les rapports de contrôle pour chaque éolienne et le poste de livraison.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait évacuer le container à déchets, propriété du maintenancier VESTAS, et a mis en place un container EOLBOX sur site présent uniquement pendant les périodes de maintenance. Une fois la maintenance terminée, le prestataire vient récupérer le container et les déchets. Lors de la visite, un container était présent, car une maintenance était en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le justificatif du contrôle des extincteurs réalisé le 16 octobre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la</p>

publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle acoustique réalisé en 2023. Ce rapport n'est pas conclusif concernant la période nocturne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à un nouveau contrôle en période nocturne et transmettre le rapport du contrôle au service de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Compensation biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/06/2015, article 5
Thème(s) : Autre, Aire nourrissage des grands rapaces
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des mesures destinées à compenser l'impact de la consommation de l'espace de nourrissage privilégié des grands rapaces présents dans la zone, telle que préconisé dans l'étude d'impact. Les documents justifiant la mise en œuvre de cette disposition sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à la visite de 2022, l'exploitant avait fourni un projet de convention avec la commune pour 46 ha. Cette convention concerne une des mesures d'accompagnement du projet de renouvellement du parc autorisé par l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2023-171-0001 du 20 juin 2023. Cette mesure a pour objectif de permettre de garantir l'accès à des territoires de chasse et de reproduction pour les populations de faune locale durant toute la durée de l'exploitation du parc, en maintenant ouverte une mosaïque de pelouses sèches parsemées de patchs de garrigues. Lors de la visite, il a été convenu avec l'exploitant que cette mesure devait être mise en œuvre dans les plus brefs délais même si le projet de renouvellement n'a pas encore été construit, le parc existant fonctionnant toujours. Le plan de gestion de ces 46 hectares a été réalisé en août 2024 par le bureau d'études Indiggo.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la mise en œuvre de la mesure de compensation de 46 ha.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour 2024 et 2025. Les BSD sont bien au nom de l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas renseignée, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection des installations classées les BSD complètement renseignés avec l'étape de l'élimination finale du déchet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois